



***TRAVAILLER ENSEMBLE POUR  
SURMONTER LA CRISE MONDIALE:  
UN ENGAGEMENT DES DIRIGEANTS  
D'ENTREPRISE DU CANADA***

---

***UN ÉNONCÉ PAR LE  
CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE***

***OTTAWA  
LE 31 OCTOBRE 2008***



*TRAVAILLER ENSEMBLE POUR SURMONTER  
LA CRISE MONDIALE : UN ENGAGEMENT  
DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE DU CANADA*

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 31 OCTOBRE 2008**

---

---

De notre point de vue de dirigeants d'entreprises canadiennes œuvrant dans tous les secteurs de notre économie, nous avons confiance aux atouts du Canada.

Des événements qui échappent au contrôle de notre pays ont déstabilisé les marchés financiers mondiaux, et miné la confiance des consommateurs et du milieu des affaires partout dans le monde. Le Canada ne peut pas en éviter les conséquences : notre économie doit affronter des défis de taille et nos familles et nos communautés doivent subir de réelles épreuves. Peu importe nos actions, il est probable que la situation économique se détériore encore afin de s'améliorer, mais les gouvernements et les entreprises peuvent agir maintenant afin de minimiser les dommages et de préparer le terrain pour une reprise rapide et durable.

Les Canadiens sont dans une situation plus avantageuse que beaucoup d'autres dans le monde. En tant que société, nous avons fait des choix difficiles durant le déclin économique du début des années 1990. Nous avons été exposés à des réductions de dépenses et des augmentations d'impôt visant à l'élimination du déficit. Nous avons subi des taux d'intérêt plus élevés pour combattre l'inflation et lancer une période de stabilité des prix. Nous sommes passés à travers une restructuration pénible en ouvrant nos frontières au libre échange. En récompense, nous avons connu l'économie la plus performante du G7 et une décennie de surplus budgétaire qui a permis aux gouvernements d'améliorer les services publics, de réduire les impôts et de diminuer la dette.



*TRAVAILLER ENSEMBLE POUR SURMONTER  
LA CRISE MONDIALE : UN ENGAGEMENT  
DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE DU CANADA*

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 31 OCTOBRE 2008**

---

---

Les dirigeants du Canada et des entreprises canadiennes ont gardé la tête froide tandis que d'autres dans le monde pêchaient par excès d'enthousiasme. Les autorités de réglementation ont imposé aux institutions financières des normes raisonnables que d'autres cherchent maintenant à émuler. Les directeurs et les conseils d'entreprise, déjà critiqués par certains pour leur aversion aux risques, récoltent maintenant les fruits de stratégies prudentes visant la création de valeur à long terme.

Quel que soit leur degré de préparation, les entreprises canadiennes ont d'importants défis à relever. Le secteur des ressources est affecté par un effondrement des prix des marchandises. Les fabricants et les fournisseurs de services voient s'évaporer les exportations. Notre solide secteur financier doit faire front aux fluctuations désordonnées des marchés mondiaux et au fait que d'autres pays ont mis sur pied des programmes de sauvetage qui donnent à leurs institutions moins prudentes un avantage concurrentiel. Le resserrement du crédit impose une lourde charge sur les dépenses en immobilisations liées aux nouveaux projets industriels et à la construction commerciale et résidentielle.

Nous demeurons confiants dans les perspectives du Canada. Certaines entreprises ont dû diminuer de taille et mettre à pied des travailleurs, et il est probable que les prochains mois donnent lieu à la disparition d'autres emplois. Mais notre but reste la croissance. En tant qu'investisseurs et employeurs, nous serons centrés non seulement sur la survie, mais sur la meilleure manière de tirer profit des occasions que toute crise présente. Nous nous engageons à collaborer avec nos



*TRAVAILLER ENSEMBLE POUR SURMONTER  
LA CRISE MONDIALE : UN ENGAGEMENT  
DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE DU CANADA*

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 31 OCTOBRE 2008**

---

---

employés, fournisseurs, clients et investisseurs de manière à conserver autant d'emplois que possible pendant le déclin économique -- et à créer les conditions propices pour plus d'emplois et de meilleurs emplois alors que notre économie sortira de la période d'incertitude que nous connaissons aujourd'hui et reprendra une croissance plus vigoureuse. Pendant cette période difficile, les grandes entreprises du Canada investiront dans leur avenir et celui du Canada. Nous demandons avec instance aux gouvernements du Canada de faire la même chose.

L'activité commerciale n'a pas lieu dans l'isolation. Une politique publique rationnelle a créé les conditions de la saine croissance économique dont les Canadiens ont profité pendant plus de 15 années consécutives. Alors que le Canada est aux prises avec la crise mondiale qui sévit actuellement, le monde des affaires et les gouvernements doivent collaborer pour garantir qu'une politique publique rationnelle continue de renforcer l'esprit d'entreprise pour construire un avenir meilleur pour tous les Canadiens.

Dans le secteur public et le secteur privé, un ralentissement économique impose de nouvelles limites aux initiatives financières alors même qu'une plus grande demande de nouveaux investissements est créée. Malgré les exigences fiscales auxquelles les gouvernements canadiens doivent faire face actuellement, ils peuvent et doivent faire beaucoup pour modeler la politique publique de manière à rétablir la croissance des communautés canadiennes au chapitre des emplois et des revenus aussi rapidement que possible.



**TRAVAILLER ENSEMBLE POUR SURMONTER  
LA CRISE MONDIALE : UN ENGAGEMENT  
DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE DU CANADA**

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 31 OCTOBRE 2008**

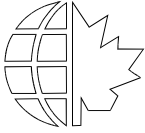
---

---

Les gouvernements ne serviront pas bien les Canadiens s'ils agissent avec hâte, en panique ou coup par coup. Nous sommes dans une période où les dirigeants politiques doivent faire fi des frontières partisans et administratives et se réunir afin d'élaborer les solutions dont les Canadiens ont besoin.

Nous reconnaissons le ferme leadership exercé au pays et à l'étranger par Jim Flaherty, ministre fédéral des Finances, et Mark Carney, gouverneur de la Banque du Canada. Nous voyons des signes encourageants d'une approche plus constructive et plus collaborative de la part des membres du nouveau Parlement fédéral. Nous accueillons avec satisfaction l'engagement actif des premiers ministres provinciaux dans une discussion au plan national -- individuellement et par l'entremise du Conseil de la fédération -- puisqu'ils ont la responsabilité de gérer certaines des conséquences les plus problématiques de la crise. Nous appuyons fermement la décision d'une rencontre entre les premiers ministres du Canada le 10 novembre afin de coordonner une réponse commune à la crise de la part des gouvernements fédéral et provinciaux, et nous nous mettons à leur disposition s'ils souhaitent obtenir conseil et assistance.

Maintenant plus que jamais, le Canada a besoin d'une stratégie économique globale qui rétablira la confiance et préparera notre pays à une croissance durable au cours des années à venir. Les éléments essentiels d'une telle stratégie sont bien connus. Le gouvernement fédéral a élaboré son plan *Avantage Canada* en 2006. Le rapport du *Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence* de juin 2008 a présenté de précieuses suggestions permettant de bâtir sur cette



**TRAVAILLER ENSEMBLE POUR SURMONTER  
LA CRISE MONDIALE : UN ENGAGEMENT  
DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE DU CANADA**

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 31 OCTOBRE 2008**

---

---

fondation. Les recommandations visant à renforcer la compétitivité étaient importantes même lorsque l'économie mondiale était forte. Les mêmes recommandations sont encore plus urgentes au milieu de la tourmente actuelle.

Les Canadiens ont appris de haute lutte qu'une stratégie avisée ne peut pas se fonder sur des emprunts pour satisfaire aux demandes accrues des dépenses publiques qui se manifestent durant tout ralentissement économique. Les déficits sont tout simplement la voie royale qui mène à des impôts plus élevés et une croissance plus faible à l'avenir. Les gouvernements doivent conséquemment faire tout en leur pouvoir pour maintenir une discipline financière. En particulier, cela exige de contenir la croissance de l'ensemble des dépenses. De nouvelles initiatives seront nécessaires, mais maintenant plus que jamais, il est vital de faire des choix avisés concernant les priorités de dépenses. Les dépenses doivent être concentrées dans les secteurs qui ont l'impact maximum sur l'amélioration de notre potentiel économique : infrastructure, éducation, recherche et développement, et innovation. Comme le disait hier le premier ministre Stephen Harper, les gouvernements doivent chercher à « respecter les plus hautes normes de compétence, de prudence et de responsabilité ».

Dans la même veine, bien que le Canada ait tiré profit d'une forte croissance pour réduire sensiblement les taux d'imposition des particuliers et des entreprises, nous sommes opposés à employer des déficits pour financer de nouvelles baisses d'impôts. La compétitivité fiscale demeure un facteur critique d'encouragement des investissements commerciaux. Le futur rapport du *Comité consultatif sur*



*TRAVAILLER ENSEMBLE POUR SURMONTER  
LA CRISE MONDIALE : UN ENGAGEMENT  
DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE DU CANADA*

CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 31 OCTOBRE 2008

---

---

*le système de fiscalité internationale du Canada* méritera un examen attentif, en particulier s'il comporte des mesures qui peuvent avoir des incidences concrètes sur les décisions commerciales à un faible coût fiscal. Des mesures permanentes comme la déduction pour amortissement accéléré (DAA) stimulent les investissements tout en reportant seulement les recettes fiscales. La DAA devrait être accordée principalement à des secteurs ayant un impact maximum : technologies de l'information et de la communication, équipement de fabrication et énergie durable. La conversion des taxes de vente restantes applicables aux intrants d'entreprise à une base à valeur ajoutée compatible à la taxe sur les produits et services encouragerait les investissements commerciaux sans changer les recettes.

Les autres mesures à prendre en priorité comprennent :

- **Innovation.** Les gouvernements doivent faire un examen attentif des programmes et des politiques fiscales qui encouragent l'innovation afin de vérifier qu'ils sont aussi efficaces que possible pour stimuler les investissements commerciaux dans les nouvelles technologies, y compris les technologies qui peuvent contribuer à réduire les risques de changement climatique global.
- **Infrastructure.** Une infrastructure efficace en matière de transport et d'énergie contribue à la compétitivité et l'accélération des investissements fédéraux et provinciaux pourrait soulager certaines des pressions exercées à court terme sur notre économie. Des partenariats publics-privés pourraient permettre aux gouvernements de lancer plus de projets plus rapidement et à un coût moindre pour les contribuables.



*TRAVAILLER ENSEMBLE POUR SURMONTER  
LA CRISE MONDIALE : UN ENGAGEMENT  
DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE DU CANADA*

CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 31 OCTOBRE 2008

---

---

- **Réglementation.** Il est vital d'avoir une réglementation plus intelligente pour accélérer les investissements dans l'infrastructure et les principaux projets d'immobilisations, et la réduction promise de 20 pour cent du fardeau administratif de l'ensemble de la réglementation fédérale aiderait les entreprises, petites et grandes.
- **Union économique.** Les gouvernements provinciaux ont fait des progrès très appréciés dans la réduction des barrières au mouvement des personnes, des produits et des services à l'intérieur du Canada, mais devraient redoubler d'efforts.
- **Canada-États-Unis.** L'élection d'un nouveau président aux États-Unis offrira une occasion cruciale de renouveler la plus importante relation du Canada. Une circulation plus efficace des produits, des services, des personnes et des capitaux entre nos deux pays aiderait les entreprises et les communautés des deux côtés de la frontière.
- **Commerce et investissement international.** L'histoire montre la folie qu'il y a à répondre à une économie qui ralentit par l'isolationnisme et le protectionnisme. Les marchés libres et le commerce ouvert ont toujours été vitaux pour la prospérité du Canada, et notre pays doit travailler ferme pour assurer que ces conditions soient maintenues mondialement.

Les Canadiens n'ont pas causé la crise financière mondiale. Dans nos foyers et dans nos entreprises, nous nous sommes tenus à l'écart de la plupart des excès que d'autres ont pratiqués. Nous ne pouvons pas en éviter les conséquences, mais les choix passés du Canada en matière de politique publique nous ont bien servis.



**TRAVAILLER ENSEMBLE POUR SURMONTER  
LA CRISE MONDIALE : UN ENGAGEMENT  
DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE DU CANADA**

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 31 OCTOBRE 2008**

---

---

Maintenant, les Canadiens dans notre administration publique, nos entreprises et nos communautés doivent travailler ensemble. Nous devons tirer profit des nombreux atouts de notre pays, saisir les occasions créées par la crise mondiale et nous assurer que notre économie et notre société en ressortent plus fortes que jamais.

*Le Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) est la principale association commerciale du Canada, composée des chefs de la direction et entrepreneurs dirigeant 150 des entreprises de premier plan du Canada. Les membres du CCCE dirigent des entreprises qui administrent collectivement des actifs s'élevant à 3,5 \$ billions, ont des revenus annuels de plus de 800 \$ milliards, et gèrent la grande majorité des exportations, des investissements, de la recherche et développement et de la formation au Canada.*

*Cet énoncé découle de la réunion d'automne des membres du CCCE à Montréal le 27 et 28 octobre 2008, où le ministre des Finances, Jim Flaherty, et le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, se sont joints aux membres pour discuter de l'impact de la crise financière mondiale sur l'économie, les stratégies commerciales et les priorités de politique publique du Canada.*